

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

SAS FINANCIERE IMMOBILIERE BORDELAISE
Société par actions simplifiée au capital de 9 400 000 €,
immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 410 312 110,
dont le siège social est situé à BORDEAUX (33000), 2, cours de l'Intendance,

Notification des Administrateurs Judiciaires de la SAS FINANCIERE IMMOBILIERE BORDELAISE aux titulaires d'obligations cotées non garanties (article L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce)

Par jugement du 15 février 2023, le tribunal de commerce de Bordeaux a ouvert une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de la société SAS FINANCIERE IMMOBILIERE BORDELAISE et a désigné :

- La SCP CBF ASSOCIES prise en la personne de Maître Christian CAVIGLIOLI ;
- La SELARL AJASSOCIES prise en la personne de Franck Michel.

La période d'observation a été renouvelée une première fois par jugement en date du 19 juillet 2023 puis une nouvelle fois à titre exceptionnel par jugement en date du 14 février 2024 jusqu'au 15 août 2024.

Par la présente, les administrateurs judiciaires vous informent des modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de la classe de parties affectées à laquelle vous appartenez, conformément aux dispositions des articles L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce.

Par courrier recommandé avec demande d'accusé de réception du 24 mai 2024, en application de l'article R. 626-55 du Code de commerce, les administrateurs judiciaires ont avisé les titulaires de créances et droits nés antérieurement au jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de redressement et qu'ils sont en conséquence membres d'une classe, en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce.

1. Répartition en classes de parties affectées

Conformément à l'article L. 626-30, III du Code de commerce, il appartient aux administrateurs judiciaires de répartir, sur la base de critères objectifs vérifiables, les parties affectées en classes représentatives d'une communauté d'intérêt économique suffisante.

L'application des dispositions précitées a permis la constitution des classes de parties affectées suivantes :

Créanciers hors classes	Critères d'affectation hors classes
0. Créanciers pour leurs créances garanties par une fiducie-sûreté	L'article L. 626-30 du Code de commerce prévoit que « pour les parties affectées bénéficiaires d'une fiducie constituée à titre de garantie par le débiteur, sont seuls pris en compte les montants de leurs créances non assorties d'une telle sûreté ».
0. Créances inférieures à 500 €	Montant de la créance déclarée
Classes de parties affectées	Critères de constitution
1. Créanciers sociaux garantis	(i) le fait générateur des créances dont sont titulaires les parties affectées de cette classe trouve sa source dans la réglementation sociale ; (ii) les parties affectées composant cette classe sont des administrations publiques ; (iii) les créances bénéficient du privilège des caisses de sécurité sociale.

2. Créanciers fiscaux garantis	(i) le fait générateur des créances dont sont titulaires les parties affectées de cette classe trouve sa source dans la réglementation fiscale ; (ii) les parties affectées composant cette classe sont des administrations publiques ; (iii) les créances bénéficient du privilège du trésor.
3. Créanciers obligataires pour leurs créances effectivement garanties sur les actifs de FIB	(i) les créanciers membres de cette classe sont titulaires d'obligations ; (ii) les créances des membres de cette classe sont effectivement garanties par un nantissement conventionnel de créance.
4. Créanciers garantis au titre des frais de justice (article 2331 du Code civil)	(i) les créances des créanciers membres de cette classe sont garanties au titre du privilège de frais de justice visé à l'article 2331, 1° du Code civil ; (ii) les créanciers membres de cette classe sont inscrits sur la liste nationale des mandataires et administrateurs judiciaire.
5. Créanciers titulaires d'obligations cotées (Euro PP) tiers	(i) les membres de cette classe sont titulaires d'obligations Euro PP cotées en bourse ; (ii) les créanciers de cette classe sont tiers au groupe FIB ; (iii) les créances des créanciers membres de cette classe ne sont pas effectivement garanties sur les actifs de FIB.
6. Créanciers financiers	(i) les créances de cette classe sont de nature bancaire ou financière ; (ii) les créances des créanciers membres de cette classe ne sont pas effectivement garanties sur les actifs de FIB.
7. Créanciers fournisseurs et prestataires de services	(i) les créanciers membres de cette classe sont des fournisseurs ou prestataires de services de la société FIB ; (ii) les créances des créanciers membres de cette classe ne sont pas effectivement garanties sur les actifs de FIB.
8. Créanciers au titre des cautions ou garanties de FIB	(i) les créances des créanciers membres de cette classe ont été déclarées au titre de cautions ou garanties de la société FIB ; (ii) les créances des créanciers membres de cette classe ne sont pas effectivement garanties sur les actifs de FIB.
9. Autres créanciers non garantis	(i) les créances de cette classe ne sont pas de nature bancaire ou financière, ne correspondent pas à des fournitures ou services consentis à la société FIB et n'ont pas été déclarées au titre de cautions ou garanties de FIB ; (ii) les créances des créanciers membres de cette classe ne sont pas effectivement garanties sur les actifs de FIB.
10. Créanciers titulaires d'obligations cotées (Euro PP) intragroupe	(i) les membres de cette classe sont des titulaires d'obligations Euro PP cotées en bourse ; (ii) les créanciers de cette classe appartiennent au groupe FIB ; (iii) les créances des créanciers membres de cette classe ne sont pas effectivement garanties sur les actifs de FIB.
11. Créanciers intragroupes	(i) les créances des créanciers membres de cette classe ne sont pas effectivement garanties sur les actifs de FIB ; (ii) les créanciers membre de cette classe appartiennent au groupe FIB.

Par la présente, en application des dispositions des articles L. 626-30 et R. 626-58 du Code de commerce, les administrateurs judiciaires informent les titulaires d'obligations cotées non-garanties (Euro PP) tiers au groupe FIB qu'ils sont membres de la classe de parties affectées n°5, à raison des critères présentés ci-dessus.

4. Calcul des voix permettant d'exprimer un vote

Le montant des créances pris en compte pour le calcul des voix de chaque classe de parties affectées est arrêté par les administrateurs judiciaires en application des articles L. 626-30, V, R. 626-56 et R.626-58 du Code de commerce. Celui-ci correspond au montant des créances déclarées au passif de la société FINANCIERE IMMOBILIERE BORDELAISE et attesté par ses commissaires aux comptes.

Le montant arrêté pour le calcul des voix ne préjuge pas de l'admission définitive de la créance qui elle seule

déterminera le remboursement auquel le créancier pourra prétendre dans le cadre du plan à intervenir, conformément aux dispositions applicables.

Classe	Descriptif	Montant des créances tel que déclaré
Classe n°5 : créanciers titulaires d'obligations cotées (Euro PP) tiers	Obligations émises par FIB le 30 janvier 2020 pour un montant en principal de 108 millions d'euros portant intérêt au taux de 6% l'an et venant à échéance le 30 janvier 2025, identifiées sous le code ISIN FR0013479722	80 066 321,00 €

Nous vous rappelons que conformément aux dispositions de l'article L. 626-30-2 alinéa 5 du Code de commerce, la décision de chaque classe sur le projet de plan est prise à la majorité des **deux tiers des voix détenues par les membres ayant exprimé un vote**.

Au sein de la classe, le nombre de droits de vote alloués à chaque créancier est déterminé au prorata du montant de sa créance détenue à l'encontre de la société, par rapport au montant total des créances des membres de la classe arrêté par les administrateurs judiciaires conformément à l'article L. 626-30, V du Code de commerce.

Conformément à l'article L. 626-30, I du Code de commerce, applicable en redressement judiciaire par renvoi de l'article L. 631-19 du même code, seules les parties affectées sont appelées à se prononcer sur le projet de plan de redressement de la société FINANCIERE IMMOBILIERE BORDELAISE.

*
* *

Les convocations au vote sur le projet de plan des classes de parties affectées, les modalités de déroulement de celui-ci et le projet de plan de redressement seront communiqués aux parties affectées ultérieurement par les administrateurs judiciaires, conformément aux textes applicables.

Nous vous rappelons enfin que :

- tous les échanges relatifs à la constitution et à la consultation des classes de parties affectées de la société FINANCIERE IMMOBILIERE BORDELAISE sur le projet de plan de continuation en cours d'élaboration doivent s'effectuer par email **et uniquement à l'adresse suivante** :

cpa.fib@cbfassociés.com.

Il vous appartient de nous faire connaître par tout moyen **vos coordonnées électroniques** auxquelles pourront vous être notifiées les informations relatives à la constitution et à la consultation des classes de parties affectées de la société FINANCIERE IMMOBILIERE BORDELAISE sur le projet de plan.

- tout transfert de tout ou partie des créances affectées que vous détenez doit nous être notifié par le nouveau titulaire de la créance par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception et par voie électronique, conformément à l'article R. 626-57 du Code de commerce. Le cessionnaire desdites créances ne sera admis à exprimer un vote au sein de la classe qu'à compter de la réception (laquelle ne pourra intervenir après une date de référence qui vous sera communiquée au moment de la convocation au vote) de ladite lettre recommandée avec demande d'avis de réception par les administrateurs judiciaires ou de leur confirmation de réception par courriel.